



Déclaration FSU CDEN du 28/11/25

M.le Préfet, monsieur le président du conseil départemental, M. l'inspecteur d'académie, mesdames et messieurs membres du CDEN,

*« Si on parle de l'état de l'école en général, évidemment que la situation est extrêmement inquiétante. Elle est extrêmement inquiétante en termes de niveau. Elle est inquiétante en termes d'inégalités sociales et scolaires, elle est aussi extrêmement préoccupante en termes de santé physique et psychique des élèves ».* Non, ce constat n'est pas celui de la FSU mais bien celui d'Édouard Geffray, ministre de l'Éducation nationale. Les évaluations nationales, confirment également ce constat : la politique éducative menée depuis 2017 ne réduit pas les inégalités, bien au contraire ! Ce constat, nous le faisons depuis des années et nous n'avons d'ailleurs pas besoin de ces évaluations chronophages, anxiogènes pour les élèves et sans intérêt pédagogique. De nombreux chercheurs l'affirment : la baisse de niveau ne doit pas être reprochée aux élèves, à leurs parents ou aux personnels comme le caricature certains éditorialistes. Les différentes réformes et les injonctions à l'évaluation ont « spolié les élèves d'un temps considérable pour apprendre ». Moins d'école, c'est générer des inégalités.

Des inégalités renforcées par le choix de certains (comme celui de notre ministre) d'inscrire leurs enfants dans le privé ! Les documents fournis pour ce CDEN le confirment, avec par exemple à SENS, sur la même zone géographique, l'IPS des Champs-Plaisants à 85,2 et celui de Saint-Étienne à 119 : un écart inacceptable ! Ce fonctionnement va à l'encontre du vivre ensemble et de la justice sociale réclamée par l'ensemble de la population. Non, l'enseignement privé n'est pas une offre supplémentaire d'enseignement mais un véritablement instrument de ségrégation scolaire. Plus de public, moins de privé, c'est à l'école que les différentes origines sociales doivent se rencontrer, créer des liens pour « faire nation » et non pas dans les casernes dans lesquelles les partisans du service militaires veulent enfermer les jeunes. Ces mêmes partisans, qui de façon hypocrite, utilise l'argument du « brassage social ».

De même le choc des savoirs imposés par Gabriel Attal et combattu par la FSU aura lui aussi renforcé ses inégalités. Le rapport de l'Inspection générale du ministère de l'Éducation nationale publié le 17 juin dernier est venu d'ailleurs

confirmer les analyses martelées par la FSU. Le constat de l'Inspection générale est édifiant : les groupes de niveau ne sont bénéfiques ni pour les élèves, ni pour les personnels, ni pour notre système éducatif. Les groupes génèrent stress et instabilité. Les élèves se voient mis en compétition, ce qui ne convient pas à la très grande majorité. Les groupes de niveau n'apportent aucun bénéfice aux élèves en difficulté qui ne rattrapent pas leurs camarades.

Cerise sur le gâteau, dans l'académie de Dijon, le rectorat nous propose des pseudo innovations avec un nouveau projet : « au cœur de la classe ». Derrière les mots pompeux et creux, se cache une opération de travail gratuit pour la plupart des personnels et de réunions inutiles et chronophages. En quoi consiste ce bricolage ? Faire croire qu'en réunissant les corps d'inspection et des personnels des écoles et de 8 collèges sélectionnés, sur un temps de pause méridienne, ou un mercredi après-midi, des idées vont miraculeusement ressortir pour faire progresser des élèves en difficulté. Mais le tour de magie nommé « fabrique de solutions » va plus loin puisqu'évidemment aucun moyen supplémentaire n'est donné et aucune remise en cause des effectifs par classe n'apparaît. Ce n'est pas sérieux et cela nous met en colère. C'est également une façon de plus de culpabiliser les collègues en leur faisant sentir qu'ils n'en font pas assez ! Alors que le cœur de la classe, nous le connaissons, nous y sommes chaque jour avec les AESH et les personnels de vie scolaire. Nous sommes au cœur de classes à 30 élèves, voire plus, nous voyons bien comme cela est maltraitant pour les personnels comme pour les élèves. Notre école mérite plus et mieux ! Faites confiance au personnel sur le terrain et donnez-leur les moyens de faire progresser les élèves.

Une confiance qui n'aura pas été non plus accordée à l'INSPE d'Auxerre et à ses enseignant.es puisque l'Yonne n'accueillera pas la licence de professorat des écoles. Une décision incompréhensible alors que nous disposons des locaux, des professeurs et que de nombreux futures lauréat.es devront revenir ici et que Nevers dans la même situation pourra dispenser cette formation. Un coup dur, voire un coup bas pour l'attractivité de notre département qui n'en avait pas besoin et pour l'ensemble des personnels de l'INSPE pourtant très investis dans la formation des professeur.es des écoles.

Concernant le Conseil départemental, comme nous l'avions indiqué lors du précédent CDEN si nous avons acté positivement un investissement sur le bâti et sur l'offre culturelle, nous dénonçons des tarifs de cantine qui font de notre

département le plus cher de l'académie, le plus cher de la région Bourgogne Franche Comté et peut-être le plus cher de France.

A l'ordre du jour de ce CDEN, il est aussi question de la future mise en place de Pôle d'Appui à la scolarité. Un tour de « passe passe » avec les PIAL qui n'améliorera en rien la situation plus que compliquée de l'inclusion scolaire. Concernant les AESH notamment, la volonté de professionnaliser la mission n'a pas mis fin aux recrutements sous contrat, au travail à temps incomplet, à des rémunérations indignes, à une formation quasi-inexistante et à une dégradation des conditions de travail qu'a amplifié la création des PIAL. La FSU rappelle à nouveau qu'elle revendique la création d'un véritable métier, sous statut de la Fonction publique.

Mais il y a fort à craindre que, malgré ces constats, il n'y ait aucune prise de conscience de cette gravité et puisque le projet de budget 2026 prévoit, encore une fois, 4 018 suppressions d'emplois d'enseignant·es, dans le premier et le second degré. Comment améliorer le niveau des élèves en détériorant leurs conditions d'apprentissage ? Comment améliorer leur santé physique en ne prévoyant pas un grand plan d'action visant à améliorer la pratique de l'EPS ? Comment la santé psychique des élèves ira-t-elle mieux sans recrutement de personnels de santé scolaire ? Il y a donc le choix politique assumé de ne pas se saisir de la baisse démographique pour améliorer les conditions d'enseignement et d'étude.

C'est pourquoi la FSU appelle à la mobilisation, notamment le 2 décembre pour que le budget à venir donne toute la place à l'école qui reste l'avenir de la nation, n'en déplaise aux va t'en guerre.